



11^{ème} procès-verbal du Conseil de ville / 11. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 17 septembre 2009 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 17. September 2009, 18.00 Uhr

Lieu: Aula de l'école primaire du Marché-Neuf, rue de la Loge 2

Ort: Aula Primarschule Neumarkt, Logengasse 2

Présents / Anwesend:

Olivier Ammann, Marc Arnold, Dana Augsburg-Brom, Niklaus Baltzer, Muriel Beck Kadima, Paul Blösch, Andreas Bösch, Urs Brassel, Patrick Calegari, Barbara Chevallier, Pablo Donzé, Monique Esseiva, Pascal Fischer, Charlotte Garbani, Pierre-Yves Grivel, Urs Grob, Samuel Grünenwald, Christoph Grupp, Roland Gurtner, Hanspeter Habegger, Markus Habegger, Peter Isler, Stefan Kaufmann, Hans-Ulrich Köhli, Sabine Kronenberg, Thomas Lachat, Teres Liechti Gertsch, Fiorella Linder, Claire Magnin, Joseline Marti-Stolz, Peter Mischler, Émilie Moeschler, Franziska Molina, Michèle Morier-Genoud, Peter Moser, Cédric Némitz, Alain Nicati, Pierre Ogi, Alain Pichard, Daphné Rüfenacht, Martin Rüfenacht, Thomas Rüfenacht, Martin Scherrer, Béatrice Sermet-Nicolet, Heidi Stöckli Schwarzen, Salome Strobel, Andreas Sutter, Anna Tanner, Ariane Tonon, Martin Wiederkehr, Max Wiher, Sybille Zingg, Carine Zuber

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Marc Despont, René Eschmann, Werner Hadorn, Christian Löffel, Maurice Paronitti, Hugo Rindlisbacher, Fatima Simon

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Hans Stöckli, Maire

François Contini, Erich Fehr, Hubert Klopfenstein, Pierre-Yves Moeschler, René Schlauri, Barbara Schwickert, Silvia Steidle

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Olivier Ammann, Président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte	Page / Seite
185. Postulat urgent 20090187, Charlotte Garbani, Groupe socialiste, "Contre les nuisances dues au bruit des trains!"	507
186. Motion 20090063, Peter Moser, FDP, "Rénovation et assainissement de l'allée du Pasquart"	510
187. Motion 20090064, Hans Ulrich Köhli, Verts libéraux, "Coupole et Esplanade"	510
188. Postulat 20090067, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, "Plan directeur des paysages biennois"	512
189. Postulat 20090068, Thomas Rüfenacht, FDP, "Parking Manor"	514
190. Interpellation 20090072, Thomas Rüfenacht, FDP, "Publicité sur façade"	516
191. Motion 20090103, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "Activer la rénovation du bâtiment de l'École Dufour est - ouest" et Postulat 20090105, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, "Avenir de l'École Dufour"	516
192. Postulat 20080427, Conférence des Présidents de groupes, "Utilisation des locaux du Conseil de ville"	518
193. Motion 20090100, Max Wiher, Groupe culturel interpartis, "Salle de spectacles Biel/Bienne"	519
194. Motion 20090101, Peter Moser, FDP, "Vision AGGLOlac: affirmations contraignantes"	521
195. Motion 20090102, Marc Despont, Forum Biel/Bienne, "Respect des lois dans les immeubles et terrains du patrimoine municipal"	522
196. Motion 20090065, Alain Pichard, Verts libéraux, "Amende et/ou indemnisation des frais de la part des parents"	524
197. Motion 20090066, Alain Pichard, Verts libéraux, "Récompense publique pour prestations scolaires particulières"	529
198. Postulat 20090069, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe socialiste, "Le bilinguisme dans les collèges de la ville"	530
199. Interpellation 20090070, Émilie Moeschler, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "Situation d'urgence, oui mais..."	531

Lachat Thomas, 1. Vizepräsident: Ich begrüsse die Anwesenden zu dieser Sitzung. Ich werde am Anfang den Stadtratspräsidenten, Olivier Ammann, vertreten - er kommt etwas später.

Gleich zu Beginn habe ich Ihnen eine Änderung der Traktandenliste bekanntzugeben: Auf Wunsch des Baudirektors, der früher gehen muss, möchte ich mit dem Traktandum 21 beginnen und dann die Traktanden 22-25 zurückstellen. Ich werde also nach Traktandum 21 gleich mit Nr. 26 weitermachen und dann die vier verschobenen Beantwortungen nach Traktandum 31 behandeln. So kommt zuerst die Baudirektion an die Reihe.

Ferner liegt eine Einladung für "Hansjoggeli der Erbvetter" auf, das Stück wird von der Liebhaberbühne am 31. Oktober 2009 im Stadttheater aufgeführt.

185. Postulat urgent 20090187, Charlotte Garbani, Groupe socialiste, "Contre les nuisances dues au bruit des trains!"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de rejeter les points 1 à 4 et d'adopter et de radier du rôle les points 5 et 6 du postulat.

Garbani Charlotte, au nom du Groupe socialiste: Au point 1 de mon postulat, le Conseil municipal fournit une réponse très technique. Je comprends cette réponse car j'ai vécu 20 ans au bord des lignes de chemins de fer et que je m'y suis intéressée. Je pense que les personnes, pas forcément spécialistes en la matière, auront un peu plus de peine à suivre. Toutefois, les questions posées ont reçu une réponse et c'est déjà pas mal.

Concernant le point 2, je suis contente d'apprendre que le Conseil municipal est prêt à s'engager. Par contre, la réponse stipule: "...*et l'a déjà fait par le passé...*". J'espère qu'il s'engagera un peu plus que "par le passé", car jusqu'à maintenant, ce n'était pas formidable. Je constate également que le Conseil municipal a cherché le contact avec les CFF. J'espère qu'il ne l'a pas seulement cherché mais qu'il l'a trouvé! J'espère que les choses bougent, car cela fait des années que la situation empire et personne ne fait rien. La grande question ouverte est là. Je n'ai pas de réponse dans ce document, à savoir si quelqu'un va entreprendre quelque chose et si oui, qui? Tout le monde se jette la balle et rien n'avance.

Au point 4, je suis tout à fait consciente qu'il s'agit de valeurs limites d'immissions moyennes, même si la loi me paraît complètement insensée. Une mesure a été réalisée. Elle a duré six ou sept minutes, à deux endroits. Il faut, que la Ville (car les autres ne le font pas) prenne les devants, envoie la police cantonale ou les personnes compétentes en la matière et que ces personnes fassent ces mesures, afin que nous ayons les chiffres dans les mains et que nous puissions nous baser sur des chiffres concrets. Ce n'est pas le cas à ce jour. Nous ne savons pas si les CFF

dépassent les valeurs limites d'immissions moyennes ou pas et si oui, à quelle ampleur.

Concernant le point 5, le Conseil municipal répond qu'il a déjà pris position, lors de la mise à l'enquête publique du projet d'assainissement phonique des CFF. J'aimerais juste savoir, de Monsieur Klopfenstein, quelle est la position du Conseil municipal? A-t-il fait opposition au projet d'assainissement des CFF?

Concernant le point 6, en lisant la réponse, je constate que le Conseil municipal est vraiment très éloigné des soucis des habitants. Je suis désolée de dire cela, mais autrefois on trouvait dans l'annuaire téléphonique le numéro de la gare. On pouvait appeler, il y avait des chefs de gare, des gens que l'on pouvait atteindre. Aujourd'hui ce n'est plus le cas: ce sont des numéros téléphoniques 0800, 0900, payants ou gratuits, c'est égal. Les personnes qui répondent n'ont aucune idée de ce qui se passe. Moi-même, lorsque j'habitais au bord des voies, je n'étais pas informée des travaux. Ce n'était pas annoncé et personne ne pouvait répondre. Je trouve cela démoralisant, que l'on nous réponde de cette manière. C'est la preuve que le Conseil municipal n'est pas au courant du souci des gens. Par contre, il nous dit qu'il est prêt à s'engager. Le numéro du Maire est toujours dans l'annuaire téléphonique. Il sera peut-être atteignable la nuit, lorsqu'il y aura des problèmes de bruit!

En conclusion, je propose de radier du rôle les points 1 et 2 comme étant réalisés, puisque le Conseil municipal a répondu à toutes les questions que j'avais posées. **Je propose d'adopter le point 4, mais que l'on fasse ces mesures**, que le point 5 soit radié du rôle comme étant réalisé pour autant que Monsieur Klopfenstein puisse fournir les réponses à mes questions ce soir et que le point 6 soit radié du rôle comme étant réalisé. Merci.

Isler Peter, Fraktion SP: Kürzlich konnte ich nicht schlafen. Was tut man da? Man nimmt ein Buch zur Hand. Dieses hatte ich aber gerade fertig gelesen. Deshalb ging ich hinunter und nahm meine Honda aus der Garage, ich meine meinen 4-PS-Rasenmäher, und ging die Wiese mähen. Es war ungefähr morgens um 2 Uhr und es vergingen nicht 20 Minuten, als die Polizei da stand und sagte: "Geht es Ihnen noch gut, Herr Isler, was machen Sie da mitten in der Nacht? Dieser Lärm!" Der Rasenmäherlärmpegel beträgt ungefähr 80 dB. Während dem Gespräch rollte ein Güterzug heran. Ich verstand kaum mehr, was der Polizist sagte und meinen Rasenmäher hörte man auch nicht mehr, denn der Zug verursacht 130 dB.

Die Fraktion SP möchte gerne wissen, ob das wirklich 130 dB sind. Deshalb hat Frau Garbani verlangt, dass Punkt vier **erheblich erklärt** wird und der Gemeinderat etwas unternimmt. Der Gemeinderat kann das Problem zuerst einmal feststellen. Ein Problem kann nur gelöst werden, wenn es als solches erkannt wird. Ich bin der Meinung, dass der Gemeinderat die Situation nicht richtig einschätzt. Die AnwohnerInnen der Bahnlinie, zu denen auch ich gehöre, kämpfen seit Jahren mit allen zur Verfügung stehenden Mitteln gegen die SBB und es passiert nichts. Im Gegenteil, das Problem wird immer schlimmer, jede Woche kommt noch ein Zug dazu. Dass dies nicht gesetzeswidrig ist, tröstet die AnwohnerInnen nur wenig. Ein solches Gesetz ist menschenverachtend. Es ist klar, dass die Situation nicht von einem Tag auf den anderen geändert werden kann, aber die Fraktion SP wünscht sich vom Gemeinderat, dass er sich für seine verzweifelten BürgerInnen wehrt, dass

er sich Partner sucht, mit welchen gegen diese Situation vorgegangen werden kann und schlussendlich sogar ein Gesetz geändert werden kann. Gesetze können nämlich geändert werden. Ich bitte den Stadtrat, dem Anliegen von Frau Garbani zuzustimmen und Punkt vier "Lärmmessung" zu überweisen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich verweise grundsätzlich auf die ausführliche Antwort des Gemeinderats. Es handelt sich um ein recht komplexes Sachgeschäft, das viele Gesetze und Zuständigkeiten tangiert. Leider ist es so, dass die Stadt selber keinen grossen Einfluss auf die ganze Lärmproblematik hat, da diese auf Bundesebene geregelt ist. Es ist aber nicht so, dass sich der Gemeinderat nicht darum kümmert. Es fanden viele Sitzungen statt mit AnwohnerInnen, dem Stadtplaner, dem Stadtpräsidenten, der Baudirektion, an welchen diese Anliegen sehr ernst genommen wurden. Bundesgesetze können aber nicht einfach so geändert und der Lärm nicht weggezaubert werden. Ich muss mich gegen den Vorwurf wehren, der Gemeinderat mache nichts, aber auch er muss sich an die Bundesgesetzgebung halten. Natürlich können diese Gesetze geändert werden, aber weder vom Gemeinderat noch vom Grossrat. Vielleicht kann dies der National- oder der Bundesrat.

Es wurde eine konkrete Frage gestellt wegen der Einsprache. Der Gemeinderat debattierte sehr ausführlich über diese Einsprache. Sie wurde nicht nur wegen fehlenden Lärmschutzwänden erhoben. Der Gemeinderat ist vielmehr der Meinung, die ganze Lärmproblematik inklusive der durch Rangieren verursachte Lärm müsse einbezogen werden. Dem Gemeinderat wurde versprochen, dass die ganze Problematik im Zusammenhang mit diesen Lärmmassnahmen gelöst werde. Es handelt sich um eine sehr umfangreiche Einsprache, die im Gemeinderat vor etwa zwei Monaten behandelt wurde. Sie beinhaltet aber nicht nur denkmalpflegerische Aspekte sondern eben auch Lärmmassnahmen. Die SBB muss dieses Problem endlich angehen. Die Einsprache wurde erhoben und kann eingesehen werden.

Was die ersten beiden Punkte des Postulats angeht, Frau Garbani: Hier handelt es sich mehr um Fragen, welche vom Gemeinderat beantwortet wurden. Deshalb ist der Gemeinderat der Meinung, diese beiden Punkte könnten nicht erheblich erklärt werden. Dabei möchte ich bleiben. Bei Punkt vier aber wurde gefragt, ob Lärmmessungen durch die Stadt durchgeführt werden können. Vom Gesetz her ist die Stadt Biel für Lärmmessungen nicht zuständig, da diese auf Bundesebene gelöst werden. Natürlich kann die Stadt aber trotzdem in Zusammenarbeit mit der Polizei Lärmmessungen durchführen. Ich möchte mich nicht dagegen wehren, dass die Stadt zusammen mit der Stadtplanung und der Polizei diese Lärmmessungen durchführt, um klar zu stellen, wovon gesprochen wird. Deshalb widersetze ich mich nicht, Punkt vier erheblich zu erklären. Bei den anderen Punkten ist die Fraktion SP mit dem Gemeinderat einverstanden. Ich sage es noch einmal, der Gemeinderat nimmt dieses Problem sehr ernst und steht in regelmässigem Kontakt mit den QuartierbewohnerInnen. Auch der Gemeinderat möchte eine andere Lösung, aber es gibt einfach übergeordnete gesetzliche Regelungen.

Garbani Charlotte, au nom du Groupe socialiste: Pour ce qui est des points 1 et 2, ce n'est pas tragique s'ils sont rejetés. Ce qui est très important pour moi, c'est le point 4. Je sais et nous le savons tous, à la base, ce n'est pas à la Ville de Bienne de faire ces mesures, mais comme je l'ai déjà dit, elles ne se font pas! Que la Ville de

Bienne prenne les devants et fasse ces mesures, afin d'avoir des chiffres concrets et sérieux, avec lesquels nous puissions discuter. Je suis très reconnaissante et les habitants des quartiers concernés le seront également, si le point 4 est adopté. Pour le reste, je suis satisfaite avec les réponses des points 5 et 6. Je suis d'accord avec la réponse du Conseil municipal de les radier du rôle comme étant réalisés. Merci.

Lachat Thomas, 1. Vizepräsident: Wenn ich es richtig verstanden habe, ist die Fraktion SP damit einverstanden, die Punkte eins und zwei - wie vom Gemeinderat vorgeschlagen - nicht erheblich erklären zu lassen. Punkt vier hingegen soll erheblich erklärt werden. Der Stadtrat muss also über Punkt vier abstimmen.

Vote

sur la proposition de Madame Garbani d'adopter le point 4.

La proposition est acceptée.

La proposition du Conseil municipal concernant les points 1, 2, 3, 5 et 6 n'est pas contestée.

186. Motion 20090063, Peter Moser, FDP, "Rénovation et assainissement de l'allée du Pasquart"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat et de l'adopter en tant que tel.

Moser Peter, FDP: Ich möchte ein Beitrag dazu leisten, dass wir heute Abend schneller vorwärts kommen. Ich bin damit einverstanden, die Motion in ein Postulat umzuwandeln und danke dem Gemeinderat für seine positive Antwort.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

187. Motion 20090064, Hans Ulrich Köhli, Verts libéraux, "Coupole et Esplanade"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion.

Köhli Hans-Ulrich, GLP: Ich möchte mich kurz halten. Grundsätzlich bin ich mit der Antwort des Gemeinderats sehr zufrieden. Der Gaskessel wird nicht in Frage gestellt. Lärmschutzmassnahmen sind geplant. Wegen dem Ersatzanbau für die Villa Fantaisie hingegen sind der Gaskessel und die Baudirektion direkt in Verhandlungen.

Gemäss Aussage von Herrn Kuonen ist es auf 90 m² unmöglich, das Projekt des Büros Raderschall umzusetzen. Der Gaskessel und Baudirektion werden sich wohl bei 300-400 m² für den Ersatzanbau einigen. In der jetzigen Villa Fantaisie stehen 400 m² zur Verfügung. Es gibt noch gewisse Bedürfnisse des Gaskessels betreffend Lärmschutz im Backstage- und Eingangsbereich. Deshalb forderte der Gaskessel diese Woche 600 m² für den Anbau. Im Gaskessel hat man sehr spät erfahren, dass es im Zusammenhang mit dem Projekt Alpine Finanz AG ein "Lärmzentrum" (Ergänzungsbau zum Shopping Central) nördlich des Gaskessels geben wird. Ich möchte mich kurz halten, die Verhandlungen laufen. Die Antwort des Gemeinderats ist gut und ich bin damit zufrieden.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Pour le Groupe socialiste, cette réponse du Conseil municipal est positive sur certains points. La question des mètres carrés est toujours en discussion entre le CAJ (Centre autonome de jeunesse) et le Conseil municipal ou l'Administration. Nous avons déposés, avec Ariane Tonon, une motion dans laquelle le Conseil municipal parlait de 119 mètres carrés de surface de remplacement. Il est clair qu'il ne tenait pas compte de l'UG (Underground) dans ce calcul. Dans la réponse à Monsieur Köhli, il est question d'environ 90 mètres carrés. On pourrait se mettre d'accord sur un remplacement équivalant au mètres carrés de la Villa Fantaisie dans sa totalité, étant donné que la surface qui est à disposition de projets, pour et par les jeunes à la Villa Fantaisie, est tout à fait nécessaire. Dans ce sens, le Groupe socialiste soutien son remplacement dans le cadre de la Coupole.

En ce qui concerne le projet Esplanade, on va continuer d'en parler. Cela fait un moment que l'on s'inquiète. Le Groupe socialiste est content de voir que le Conseil municipal confirme sa volonté de garder la Coupole au sein de l'Esplanade. Je souhaiterais souligner ici, que nous pouvons être fiers de notre Coupole. J'espère bien qu'elle ne sera pas mise sous une tôle ondulée, comme nous avons pu le lire dans la presse ces derniers temps. Je vous remercie de votre attention.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Ich bin sehr erstaunt, dass sich von den rechten Parteien niemand äussert. In vorgängigen Diskussionen wurde der Standort der Coupole oftmals angezweifelt. Es wurde gesagt, mittel- oder langfristig müsse überlegt werden, ob der Standort der Richtige sei. Für die Fraktion der Grünen ist es klar, dass der Gaskessel als Ganzes und das AJZ dort am richtigen Ort sind, wo sie jetzt sind. Deshalb ist es für unsere Fraktion sehr erfreulich zu hören, dass der Gemeinderat das Anliegen der Motion unterstützt, und dass die Verhandlungen laufen. Die Villa Fantaisie ist ein integraler Bestandteil des AJZ, sie muss unbedingt erhalten bleiben oder in angemessener Form ersetzt werden. Die Installation der Lärmschutzmassnahmen rund um die Coupole erscheint uns als sinnvoll. Sie waren bereits ein Bestandteil, als die Liegenschaften auf dem ehemaligen Sabag-Areal gebaut wurden. Es ist gut, dass die Personen, die dort wohnen werden, vor dem Lärm geschützt werden, welcher einfach entsteht, wenn das Nachtleben der Stadt dort stattfindet. Dies ist ein Teil des städtischen Lebens. Solcher Lärm muss in einer Stadt in gewisser Weise akzeptiert werden. Wenn jemand in die Nähe des Gaskessels zieht und sich über den Lärm beschwert ist das, wie wenn jemand an den See zieht und sich dann über hupende Schiffe beklagt. Es ist halt einfach so, dass ein Schiff drei Mal hupt, wenn es vom See in den Hafen einfährt. Mich regt es manchmal auch auf, dass jeder ankommende Kahn tagsüber drei Mal hupt, aber das ist jetzt halt einfach so. Ich denke, das AJZ als Ganzes, zusammen mit der Coupole, gehört

dorthin, wo es ist und die Grünen sind sehr froh, dass dies vom Gemeinderat auch deutlich unterstützt wird, und dass sich keine Fraktion dagegen ausspricht. Was man bei der Coupole nicht vergessen darf ist, dass sie für alle offen ist, ein wichtiger Teil des kulturellen Lebens der Stadt Biel spielt sich dort ab. Heute Abend wird der Stadtrat noch über das kulturelle Leben der Stadt Biel sprechen. Gäbe es die Coupole nicht, dann sähe es ganz schlimm aus mit dem kulturellen Leben der Stadt Biel. Die Grünen sind sich bewusst, dass dies unterstützt werden muss.

Scherrer Martin, FPS: Das Votum von Herrn Bösch wegen dem Lärm war wunderbar. Das könnte auch bei der SBB gesagt werden. Wenn man an der Eisenbahnstrecke wohnt, gibt es halt auch Lärm. Aber das war vorher das Thema.

Die rechte Seite hat sich zum Thema Coupole und AJZ schon x-mal geäußert. Unsere Meinung zum AJZ ist bekannt. Es steht einfach am falschen Platz. Jeder andere Betrieb mit langen Öffnungszeiten muss darauf achten, dass es vor der Tür ruhig bleibt. Aber das AJZ ist halt dort, sie müssen nicht schauen und können machen, was sie wollen. Jeder andere, der einen Gebäudeersatz braucht, beispielsweise ein privater Barbetreiber, muss selber investieren. Das AJZ rennt einfach zur Stadt mit der Bitte, gebt uns Geld, wir brauchen einen Ersatzbau. Die Fraktion FPS wird diese Motion ablehnen, das steht fest. Ich muss mich aber nicht weiter dazu äussern. Es ist ja klar, dass die linke Seite zusammen mit den Grünliberalen an der Motion festhalten und die rechte Seite keine Mehrheit gewinnen wird.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

188. Postulat 20090067, Christoph Grupp, Les Verts Bienne, "Plan directeur des paysages biennois"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle comme étant réalisé.

Grupp Christoph, Grüne Biel: Ich möchte dem Gemeinderat für die Beantwortung meines Postulats danken. Die Antwort ist sehr aufschlussreich. Sie ist nachvollziehbar und erklärt auch, welche Kriterien des Landschaftsrichtplans aktuell angewendet werden. Es wird auch ein Bogen zur künftigen Idee einer Freiraumstrategie geschlagen, da der Landschaftsrichtplan gewisse Mängel aufweist. Ich komme später darauf zurück. Bezüglich der Freiraumstrategie habe ich Zweifel. Es wird sich weisen, wie sich die Strategie entwickeln wird. Allenfalls wird es ein Mitwirkungsverfahren oder Einsprachen geben.

Zuerst jedoch zum aktuell gültigen Landschaftsrichtplan: Der Landschaftsrichtplan ist ein behördenverbindliches Papier, das heisst verbindlich für die Verwaltung, den Gemeinde- und auch Stadtrat. In diesem Sinn sehe ich nicht ganz ein, weshalb bei Bau- und Planungsvorhaben, die dem Stadtrat vorgelegt werden, kein Bezug zum

Landschaftsrichtplan gemacht wird. Der Stadtrat muss ja - "en connaissance des causes" - entscheiden, und zu diesen "causes" gehören eben auch Landschaftswerte sowie -schutz. Ich glaube gerne, dass Fachleute die Kompatibilität der Geschäfte prüfen. Aber wenn ein Bauvorhaben mit einer finanziellen Komponente behandelt wird, sagt man auch nicht einfach: "Die Fachleute haben es angeschaut, finanziell geht es auf, der Stadtrat braucht sich also nicht darum zu kümmern." Ich wünsche mir, dass diese Bedeutung auch der Landschaft beigemessen wird. Sie ist schlussendlich auch unser Lebensraum. Vielleicht könnten die Verwaltung und der Gemeinderat nochmals darauf zurückkommen.

Zurück zur Anwendung des aktuellen Landschaftsrichtplans: Das aktuelle Dokument ist kaum anwendbar. Die Massnahmenpläne sind für die Stufe Richtplan viel zu detailliert. Eine übergeordnete Strategie ist nicht erkennbar. Dieses Malaise zieht sich durch den ganzen Plan hinweg durch und ist in der Antwort des Gemeinderats erläutert. Folglich braucht es etwas Neues. Im Agglomerationsrichtplan, welcher übrigens untertitelt ist mit "Siedlung und Verkehr", findet man gewisse Punkte, welche Bezug zur Landschaft nehmen. Die Flughöhe in Bezug auf den Landschaftsschutz ist aber nochmals höher als im jetzigen Richtplan. Deshalb wage ich zu bezweifeln, dass der Agglomerationsrichtplan die Fehler des Landschaftsrichtplans auffangen wird. Im Weiteren ist die Freiraumstrategie angesprochen, welche mit internen und externen Stellen entwickelt wird. Freiraumstrategie, Freiraum, frei von was? Wenn man sich überlegt, was dieser Begriff eigentlich bedeutet, kommt mir der Gedanke, dass es sich einfach um noch nicht überbaute Gebiete handelt, welche frei von Bauwerken und menschlicher Nutzung sind. Landschaft ist aber sehr viel mehr als einfach ein Freiraum. Landschaft hat ihren eigenen Wert, ist Lebensraum für alles, was da *"kräucht und fläucht"*. Landschaft hat die Funktion als Vernetzungskorridor in der Stadt, um die Lebensräume rund um die Stadt herum zu verbinden. Eine Grünfläche ist also nicht einfach als freier Raum zu verstehen, der irgendwann überbaut werden kann. Sie ist durchaus als besetzter Raum für Flora und Fauna zu verstehen. Vielleicht trägt die Freiraumstrategie diesen Überlegungen einmal Rechnung. Ich wünsche mir, dass die Landschaft entsprechend ihrem Wert in die Freiraumstrategie einfließt. Dann stellt sich mir nur noch die Frage, und darauf hätte ich gerne eine Antwort des Baudirektors, wie es mit der Behördenverbindlichkeit der Freiraumstrategie aussieht. Behördenverbindlichkeit ist keine juristische Kategorie und es nimmt mich wirklich Wunder, wie verbindlich dieses Papier werden soll.

Mit der Antwort des Gemeinderats bin ich zum jetzigen Zeitpunkt einverstanden. Es wird plausibel erklärt, wie der Landschaftsrichtplan aktuell angewendet wird. Bei der Entwicklung der Freiraumstrategie werde ich aber genau hinschauen und ich bin froh, wenn der Gemeinderat weiterhin über die Entwicklung dieses Konzepts informiert.

Strobel Salome, Fraktion SP: Die Fraktion SP schliesst sich Herrn Grupp weitgehend an. Sie möchte aber noch klären, ob im Rahmen des Agglomerationsrichtplans mit dem Freiraumkonzept ein Mitwirkungsverfahren vorgesehen ist, wie dies bisher beim Landschaftsrichtplan der Fall war.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Danke für die Zustimmung zur Antwort. Auch dies ist eine sehr komplexe Materie, die zweistufig angeschaut werden muss. Zuerst war der städtische Richtplan mit dem Massnahmenkatalog vorhanden. Dieser ist immer noch aktuell, obschon er mittlerweile etwas in die Jahre gekommen ist. Nun

wird die ganze Thematik dem Agglomerationsrichtplan angehängt. Dieser läuft über seeland.biel/bienne und es sind sehr viele Leute mit sehr viel Engagement damit verbunden.

Intern, auf Stufe Stadtplanung, läuft die Entwicklung der Freiraumstrategie. Ich würde nicht sagen, dass dieses interne Papier "Freiraumstrategie" Richtplancharakter hat oder behördenverbindlich ist. Es wird aber sicher ein wichtiges Arbeitsinstrument sein. Es wäre vorschnell, wenn ich behaupten würde, dieses Papier "Freiraumstrategie" habe Richtplancharakter, da es im Gesetz nicht vorgesehen ist. Die Baudirektion ist aber gerne bereit, das Papier der Öffentlichkeit vorzustellen. Es ist ohnehin vorgesehen, dass dieses Arbeitsinstrument der Stadtplanung publiziert wird und so eine Art Mitwirkung erfolgen kann.

Zur Frage von Frau Strobel: Beim Agglomerationsrichtplan wird es eine Mitwirkung geben, entsprechend dem ordentlichen Mitwirkungsverfahren.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

189. Postulat 20090068, Thomas Rüfenacht, FDP, "Parking Manor"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Rüfenacht Thomas, FDP: Ich danke dem Gemeinderat für die Antwort auf mein Postulat. Dazu habe ich aber noch ein paar Fragen: Wie soll ein solches Angebot, das Manor-Parking am Sonntag zu nutzen, grundsätzlich aussehen, wenn die Stadt zwar verhandelt, aber nicht zahlen will? Wie wird heute ein öffentliches Parking definiert?

Die meisten Parkings in der Innenstadt sind heute abends geschlossen. Ich denke da an Coop und Manor. Beim Coop-Parking kann man nicht einmal mehr hinaus fahren, wenn man zu spät ist. Ich musste schon Besuchern ein Gästezimmer anbieten, weil sie das Parking mit dem Fahrzeug nicht mehr verlassen konnten. Beim Manor-Parking ist das jetzt wenigstens wieder möglich, obwohl man am Anfang nicht einmal die Ausgänge fand. Das grosse Manko besteht aber vor allem am Sonntag. Im Plänke-Quartier wurden 100 Oberflächenparkplätze aufgelöst. Die Quartierbevölkerung litt unter der verwirrenden neuen Verkehrsführung. Nun kommen Autos durch Einbahnen geschossen und wenn man mit dem Velo durch das Quartier fährt, muss man sehr gut aufpassen.

Sonntags ist dies ein Problem. Im Moment findet ein attraktives Filmfestival statt. Die Kinosäle sind voll, aber das Parkhaus schliesst. Bald soll das Altstadtparking eröffnet werden. Vielleicht ist dieses aber dann nur am Morgen offen, da der Markt ja am Samstag stattfindet und dann gesagt werden könnte: "Jetzt kann das Parkhaus geschlossen werden, die Altstadt ist ja sowieso tot." Ich möchte gerne wissen, wie öffentliche Parkings genau definiert werden. Ansonsten danke ich für die Antwort und bin damit zufrieden, wenn das Postulat erheblich erklärt wird.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Danke für die Zustimmung. Hier wird keine Plänke-Quartier-Debatte geführt. Darüber wurde bereits vor vier Jahren diskutiert. Der damalige Stadtratsentscheid wurde jetzt umgesetzt. Man könnte es auch positiv sehen, es besteht jetzt ein schönes Parking mit 200 Plätzen mitten in der Stadt, nur haben die BielerInnen dies noch nicht ganz gemerkt. Die Baudirektion wird alles unternehmen, damit die Bevölkerung dieses Parking auch nutzt. Das Parking ist jeden Tag bis Mitternacht geöffnet, nur ist das Tor geschlossen. Die Beschilderung wurde nun aber verbessert. Die Baudirektion hatte Sitzungen mit Manor und verlangte, dass die Öffnungszeiten bis Mitternacht besser angeschrieben werden. Wenn Sie zum Tor hinfahren, geht es auf. Manor hat nun zugesichert, das Parking auch am Sonntag zu öffnen. In diesem Sinn ist das Postulat praktisch schon erfüllt. Manor hat selber ein Interesse daran, dass das Parking läuft. Zur Zeit ist es nur zu rund 30% ausgelastet. Dies entspricht noch nicht dem von Manor erstellten Budget. Manor muss also nicht motiviert werden, das Parking länger zu öffnen, das Unternehmen macht das von sich aus. Bis Mitternacht kann man hineinfahren, hinausfahren kann man immer. Da das Parking gemäss Schreiben von Manor am Sonntag geöffnet werden soll, ist das Postulat erfüllt.

Rüfenacht Thomas, FDP: Herr Klopfenstein, Sie haben ja selber auch ein Auto: Fahren Sie einmal in dieses Parking. Das Tor ist nach wie vor zu! Auch letzten Sonntag stand ich dort, es war geschlossen. Wenn die Ampel rot leuchtet, brauche ich nicht einmal lesen zu können, dann ist das Parking einfach zu. Ich weiss ja nicht, wieweit die Stadt jetzt mit der Verhandlung über das Angebot ist. Ich möchte nur gerne wissen, ob die Stadt etwas bezahlt. In der Beantwortung des Vorstosses steht ja auch, dass keine Mehrkosten entstehen sollen, was ich auch richtig finde. Ich habe jedoch das Gefühl, Manor öffnet das Parking einfach dann, wenn es ihnen passt. Dies war letzten Dezember der Fall: am ersten Sonntag, als der Weihnachtsmarkt stattfand, war das Parking geschlossen. Kaum eröffnete aber Manor seinen Sonntagsverkauf, war auch das Parking geöffnet. Ich habe die Befürchtung, dass das Parking nur an Sonntagen geöffnet wird, an welchen auch Manor das Geschäft geöffnet hat. Die Stadt sollte sich von den Grossen nicht einschüchtern lassen.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Vielleicht sollte Manor nicht als Gegner angesehen werden. Die Existenz von Manor kann auch ein Vorteil sein, vor allem, wenn jemand in der Nähe ein eigenes Geschäft besitzt. Manor hat alles Interesse an einer Öffnung des Parkings und "pusht" diese. Es wird Werbung gemacht, Gratis-Bons werden verteilt. Ich erhielt gar einen Brief des VCS, in welchem dieser verlangt, dass Manor nicht so viel Werbung betreiben soll. Manor möchte das Parking am Liebsten die ganze Zeit öffnen, aber ich erhalte Schreiben von Personen, die sich dagegen wehren. Herr Rüfenacht ist falsch informiert. Er kann aber gerne selber einmal mit dem Manor-Chef sprechen.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

190. Interpellation 20090072, Thomas Rüfenacht, FDP, "Publicité sur façade"

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

L'interpellant est satisfait.

191. Motion 20090103, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "Activer la rénovation du bâtiment de l'École Dufour est - ouest" et Postulat 20090105, Alain Nicati, Forum Biel/Bienne, "Avenir de l'École Dufour"

(Textes de la motion et du postulat ainsi que la réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 7)

Le Conseil municipal propose d'adopter tant la motion que le postulat.

Morier-Genoud Michèle, au nom du Groupe socialiste: Je remercie le Conseil municipal de sa réponse. Je suis très satisfaite de voir que nous avons pris une décision concernant l'école Dufour. Finalement, elle va rester dans le cadre de la Direction des écoles.

Peut-être une petite remarque en vue de la planification des rénovations: on nous informe que ce bâtiment sera affecté à six classes d'écoles enfantines et à une école à journée continue. Cela m'amène à souhaiter, surtout pour les classes enfantines, d'avoir une cours d'école adaptée à cette tranche d'âge et que la question de la sécurité (circulation entre la cours et la rue Ernst-Schüler) soit renforcée, afin que cette cours puisse vraiment servir à cette classe d'âge. Merci de votre attention.

Nicati Alain, au nom du Groupe Forum: Ce roman policier occupe le Conseil de ville depuis environs quinze ans. Il trouve enfin une réponse et une réalisation. Maintenant, nous connaissons l'affectation future de l'École Dufour, ce qui n'était pas le cas lorsque le délai de cette intervention parlementaire a été prolongé d'une année. Dire que l'école Dufour est dans un état parfait serait un peu exagéré. Les bâtiments scolaires donnent de gros soucis à la Direction des travaux publics. J'aimerais dire au Conseil municipal, qu'il ne se satisfasse pas seulement d'une réponse à l'intervention parlementaire, mais qu'il suive le problème, afin que nous ayons une idée claire de l'usage de ce bâtiment. L'école Dufour est un instrument du passé de la Ville de Bienne. Puisque nous avons cette école et que nous voulons la garder, alors il faut réaliser quelque chose de valable et si possible enlever les graffitis des façades afin nous puissions regarder ce bâtiment, sans avoir honte d'habiter à Bienne. Je remercie le Conseil municipal et la Direction de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture, de bien vouloir faire attention à ce bâtiment, afin qu'il ait un usage et une allure digne du monument du passé, qu'il représente pour notre Ville. Je vous remercie.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Le Groupe des Verts se pose deux questions:

- Comment le Conseil municipal s'est-il préoccupé de regrouper six classes d'écoles enfantines au Centre ville?

- Il existait un projet de "Maison des générations", qui à l'époque avait soulevé un grand intérêt. Nous aimerions savoir ce que le Conseil municipal a fait de ce projet? Le Conseil municipal a-t-il un autre endroit en vue ou ce projet est-il passé aux oubliettes? Merci.

Klopfenstein Hubert, Baudirektor: Ich muss das Zepter abgeben. Ich bin nur für den baulichen Teil des Dufourschulhauses zuständig. Was die Benutzung angeht, bin ich weniger involviert. Dazu weiss Herr Moeschler mehr. Was das "Maison des générations" angeht, wird der Finanzdirektor Auskunft geben.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Es trifft zu, dass aus privater Initiative eine Vorstellung "Maison des générations" entwickelt wurde. Die Projektierungsarbeiten dazu wurden durch die Stadt mit CHF 20'000.- bis 30'000.- mitfinanziert. Dies liegt in der Verantwortung von Herrn Moeschler. Zwar waren sehr gute Ideen vorhanden, aber Voraussetzung wäre gewesen, dass die Stadt CHF 5-10 Mio. à fond perdu in dieses Projekt gesteckt hätte. Eine solche Summe ist angesichts der heutigen finanziellen Lage unverantwortbar. Dies umso mehr, als es keine Verpflichtungen bestehen. Ein solches Haus wäre "nice to have". Dies bedeutet, dass der Gemeinderat nicht davon ausgeht, dass das Dufourschulhaus für diese Zwecke verwendet werden wird. Ich muss hier noch eine Klammer öffnen: Es waren tatsächlich sehr viele Kreise an diesem Projekt interessiert, wobei es untereinander zu Nutzungskonkurrenzen gekommen wäre. Also nicht unbedingt das Gelbe vom Ei. Das Dufourschulhaus wird deshalb einerseits für schulische Zwecke und andererseits von der Stiftung sanu, Bildung für nachhaltige Entwicklung benutzt werden. National wäre es übrigens ein wichtiges Zeichen, wenn die Vorlage zur Sanierung des Bereichs der Stiftung sanu möglichst bald auf dem Tisch liegen würde. Zum Glück sieht es nämlich so aus, als ob dieser Teil rentierte. Selbstverständlich muss davon ausgegangen werden, dass die wegen der besonderen Bedeutung dieser Gebäude entstehenden Kosten nicht wieder hereingeholt werden. Der Gemeinderat ist sich dessen bewusst. Sie werden aber zumindest für die Bedürfnisse der öffentlichen Hand verwendet.

Grupp Christoph, Grüne Biel: Danke dem Baudirektor und dem Stadtpräsidenten für diese Erläuterungen. Ich habe ein kleines Verständnisproblem: Im Geschäft ist die Rede von CHF 12 Mio., welche in die Investitionsrechnung aufgenommen werden. Es stimmt, dass ein "Maison des générations" oder andere, ähnlich interessante Nutzungen ziemlich hohe Investitionen der Stadt Biel à fond perdu benötigt hätten. Ein solches Projekt hätte der Stadt aber auch genutzt: Ansehen, vielleicht auch die Erfüllung von öffentlichen Funktionen durch Private. So wie ich das jetzt sehe, bleibt nun die ganze Investition an der Stadt hängen.

Zu der vorgesehenen Nutzung habe ich meine Zweifel. Vielleicht habe ich etwas falsch verstanden, aber mit der Konzentration von sechs Kindergärten oder Basisstufen hat die Stadt ein Problem. Ich habe gemeint, die Logik des neuen Schulreglements sei, nach Schulen, Schulleitungen und Standorten zu planen und nicht, Kindergärten an einem Ort zusammenzufassen. Dies finde ich etwas merkwürdig. Diese Kinder werden aus der ganzen Stadt mit Bussen zum Dufourschulhaus gefahren, mitten ins Stadtzentrum. Von mir aus gesehen ist dies ein seltsames Konzept. Weiter heisst es im Geschäft, Fachstellen der Abteilung Schule & Sport würden weitere Räumlichkeiten nutzen - dies während die Esplanade in

Planung ist, welche eine Konzentration der Räume vorsieht. Ich finde, das vorliegende Konzept hat weder Hand noch Fuss, aber wenn es dann tatsächlich so ist, dass die Stadt Biel die CHF 12 Mio. für die Erhaltung dieses interessanten und historisch wertvollen Gebäudes investiert, dann sage ich "tant mieux".

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

192. Postulat 20080427, Conférence des Présidents de groupes, "Utilisation des locaux du Conseil de ville"

(Texte du postulat et réponse du Bureau du Conseil de ville, voir annexe n° 8)

Le Bureau du Conseil de ville propose d'adopter le postulat.

Morier-Genoud Michèle, au nom du Groupe socialiste: Je suis très satisfaite de constater, que le dossier ait avancé en quelques mois. En 2008, en tant que Présidente du Conseil de ville, j'étais à la tête des discussions, entre Monsieur le Maire et le Bureau du Conseil de ville, sur cette question de l'utilisation de la salle du Conseil de ville. Je suis contente qu'il y ait une position claire, à savoir: qui est responsable de la location ou de l'attribution de ces locaux et d'autre part, qu'un Règlement sera mis sur pied. Je remercie le Conseil municipal et le Bureau du Conseil de ville d'avoir fait avancer ce dossier et d'avoir enfin trouvé un accord pour aller de l'avant. Merci de votre attention.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Lorsque que nous avons traité cette intervention parlementaire, c'était bien dans le but de faire avancer les choses. Apparemment, le dossier a avancé, même si nous avons pris du retard dans la réponse, vu le va et vient entre le Conseil municipal et le Bureau du Conseil de ville. La phrase importante se trouve à la fin de la réponse et elle stipule qu'il doit y avoir une collaboration entre la Chancellerie, le Conseil municipal et le Bureau du Conseil de ville, respectivement par son secrétariat parlementaire, pour établir un Règlement conforme aux vœux des utilisateurs principaux de la salle du Conseil de ville.

J'aimerais ajouter un élément. Jusqu'en 2008, ce bâtiment était utilisé principalement pour l'Administration, donc des organisations internes à notre Ville. Cet élément va changer. À partir de l'année prochaine, une fois les travaux terminés au Bourg, il y aura un partenaire extérieur. C'est à ce moment-là que cette réglementation prendra toute son importance, afin que les collaborations soient clairement définies et que ces locaux soient dans l'état dans lesquels le Conseil de ville aimerait les avoir à chaque fois. Je crois, que cette ouverture et les prochains débats auront toute leur importance. Je vous remercie de soutenir ce postulat.

La proposition du Bureau du Conseil de ville n'est pas contestée par le Conseil de ville.

193. Motion 20090100, Max Wiher, Groupe culturel interpartis, "Salle de spectacles Biel/Bienne"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Wiher Max, im Namen der überparteilichen Kulturgruppe: Ich danke dem Gemeinderat für die Antwort. Ein ganz herzlicher Dank geht an die überparteiliche Kulturgruppe, welche mir im Projekt Eventhalle Biel/Bienne sehr geholfen hat.

Erstens bin ich enttäuscht über die Art und Weise, wie meine mit Daniel Schneider erarbeitete Kurzanalyse in der Antwort des Gemeinderats teilweise ignoriert wurde. Im Dossier zur Stadtratssitzung fehlte sie und erst auf mein Verlangen hin wurde sie nachgesandt.

Zweitens bin ich erstaunt, dass der Gemeinderat und einige Fraktionen meine Motion grundsätzlich falsch verstanden haben. Ich zitiere aus der Motion: *"Der Gemeinderat wird aufgefordert, ein Projekt zur Realisation einer Eventhalle in Biel zu erarbeiten."* Das Wort "Realisierung" wurde interpretiert und beantwortet, als ob ich einen Neubau forderte. Dabei habe ich absichtlich offen gelassen, ob die Eventhalle mit der Umnutzung einer bestehenden Halle oder einem Neubau realisiert wird. Die Mitglieder der Kulturgruppe wissen, dass ich in einer ersten Version sogar Standorte wie das alte GM-Gebäude an der Salzhausstrasse oder die im Rahmen der Expo.02 als Provisorium geführte CTS-Eventhalle als mögliche Umnutzungsobjekte vorschlug. Die Kulturgruppe wollte dem Gemeinderat zu den Standorten aber ausser der zentralen Lage aber keine weiteren Einschränkungen vorschreiben.

Drittens komme ich nun zur inhaltlichen Antwort des Gemeinderats: Gemäss Gemeinderat war ein beträchtlicher Teil der Veranstaltungen im Centre CTS Expo-"getrieben". Dies ist nicht korrekt. Die überwiegende Mehrheit der Anlässe wurde von privaten Organisatoren veranstaltet. Zum ersten Mal gehörte Biel zum Kreis der Städte, die nationale und internationale Grossveranstaltungen durchführte wie beispielsweise Afro-Cuban All Stars (diese lässige Bigband), Abdullah Ibrahim, Andreas Vollenweider, Stephan Eicher, Alpha Blondie, Züri West, Saint Germain, Variété mit Viktor Giaccobo (sogar mit Hans Stöckli auf der Bühne), um nur einige aufzuzählen. Dies ist die Aufzählung eines Bieler Veranstalters. Erstens nutzten weitere Bieler Veranstalter das Centre CTS, zweitens gab es immer häufiger Anfragen von national tätigen Veranstaltern. Dies nicht zuletzt auch, weil eine vergleichbare Halle mit einer Kapazität von 2000 Personen im Umkreis von 50 km fehlt. Gemäss Gemeinderat kam ein beträchtlicher Teil der Veranstaltungen aufgrund des Kongresshaus-Umbaus zustande. Dies trifft zu auf Veranstaltungen, welche traditionell an diesem Standort stattfanden. Es muss aber festgehalten werden, dass sich gar Organisationen wie die OGB und die Vinifera dank besserer Infrastruktur, Akustik und Ambiente im Centre CTS bedeutend wohler fühlten als im Kongresshaus. Auch der damalige äusserst kompetente CTS-Direktor, Herr Peter Hauri, war überzeugt, dass eine Infrastruktur wie das Centre CTS in Biel durchaus seinen Platz habe.

Gemäss Gemeinderat beinhaltet eine Eventhalle für Konzerte, Messen und so weiter zwangsläufig Kompromisse. Diese Bedenken hat das Centre CTS mit seiner vielfältigen Nutzung von Kultur und Wirtschaft sowie durch seine gute Auslastung ganz klar widerlegt. Gemäss Gemeinderat ist eine jährliche Auslastung von 50 Konzerten und 50 gewerblichen Veranstaltungen kaum zu erreichen. Das Centre CTS erreichte in seiner kurzen 2-jährigen Betriebsdauer im Durchschnitt bereits 110 Events pro Jahr. Das waren die ersten zwei Jahre. Der Gemeinderat befürchtet, dass durch die Nähe zu Bern ein harter Konkurrenzkampf entfacht würde. Weder in Bern, Neuenburg, Solothurn noch in La Chaux-de-Fonds steht aber eine vergleichbare Halle. Biel wäre mit dieser Eventhalle im Umkreis von rund 50 km absolut konkurrenzlos. Gemäss Gemeinderat würde die Eventhalle das geplante Eisstadion konkurrenzieren. In der Schweiz verfügt einzig Zürich mit seinem Einzugsgebiet von 1 Mio. EinwohnerInnen über das Potenzial, eine derart grosse Halle mehrmals pro Jahr zu füllen. Im Gegensatz dazu wird dies dem Bieler Eisstadion einige wenige Male pro Jahr bei Grossveranstaltungen gelingen.

Der Gemeinderat hat bei einem schweizweit führenden Eventorganisator eine Expertise in Auftrag gegeben. Ein auswärtiger Organisator kennt weder die besonderen Bedürfnisse der zweisprachigen Bevölkerung noch das lokale Kulturnetzwerk. Mit Perron 8, Groovesound, Eclipse, Peter Winkler und weiteren hat Biel ein grosses Reservoir an Eventkompetenz, welches schweizweit einen hervorragenden Ruf genießt. Trotzdem beauftragt der Gemeinderat auswärtige Experten.

Gemäss der Grobrechnung des Gemeinderats verursacht die Eventhalle der Stadt hohe Kosten, das heisst geschätzte Investitionen von CHF 15 Mio. Auf dieses Missverständnis habe ich zu Beginn hingewiesen. Die Grobrechnung des Gemeinderats bezieht sich auf einen Neubau. Eine Umnutzung wurde nie berechnet. Die Kosten für die damalige Umnutzung des Centre CTS beliefen sich auf rund CHF 3 Mio., was einem Kapitalisierungssatz von 10% entspricht. Das widerspiegelt ein sehr gutes Kosten-Nutzen-Verhältnis, berücksichtigt man die positiven Effekte auf das Standortmarketing. Das Centre CTS hat gezeigt, dass ungefähr 30-40% der BesucherInnen aus der Region Biel stammen, mehrheitlich aber die Mehrheit von auswärts anreiste. Diverse Studien, unter anderen der Stadt Luzern zeigen, dass sich Investitionen in kulturelle Infrastrukturen rechnen, sprich jeder investierte Franken mehrfach zurückkommt. Eine attraktive Stadt braucht nicht nur Nationalliga A Clubs im Sport, sondern auch attraktive Angebote in den Bereichen Kultur und Gewerbe. Gemäss Gemeinderat steht ausser Frage, dass eine Eventhalle positive Effekte auf das Standortmarketing hat. Im Bericht "Schwerpunkte der gemeinderätlichen Politik 2009-2012" schreibt der Gemeinderat auf Seite 12: *"In Biel finden regelmässig Veranstaltungen von nationalem und internationalem Interesse statt, sowohl etablierte Anlässe wie neue Events."* Und weiter auf Seite 15: *"Die exzellente Infrastruktur in Biel für Veranstaltungen auch im Sport- oder Kongressbereich macht die Stadt als Gastgeberin für Kulturveranstaltungen interessant."* Wenn der Gemeinderat seine Aussagen ernst nimmt, schliesst er die Lücke im Hallenangebot zwischen Volkshaus (800 Personen) und geplantem Eisstadion (6'500 Personen) mit einer Eventhalle mit einem Fassungsvermögen von rund 2'000 Personen. Das grosse Potenzial einer Eventhalle für Kultur und Wirtschaft hat das Centre CTS nachprüfbar aufgezeigt.

Zum letzten Punkt: Der Gemeinderat wiederholt seine Bedenken betreffend Investitionsrisiken und Selbstkonkurrenzierung und beantragt dem Stadtrat, die Motion nicht erheblich zu erklären. Die Investitionen einer Umnutzung belaufen sich auf ungefähr einen Fünftel eines Neubaus. Die Selbstkonkurrenzierung wurde in der Kurzanalyse widerlegt und die positiven Marketingeffekte für die Stadt werden vom Gemeinderat nicht bestritten. Meine Schlussfolgerung: Weil sich die Antwort des Gemeinderats nur auf einen Neubau bezieht und die Möglichkeit einer Umnutzung nicht miteinbezieht, **ziehe ich meine Motion zurück**.

Isler Peter, SP: Darf man noch etwas sagen, wenn eine Motion zurückgezogen wurde? (*Zwischenrufe*) Nein? Steht das so im Reglement? Also ich... (*Lärm im Saal*)

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Isler demande la parole.

Isler Peter, Fraktion SP: ...freue mich auf ein Postulat, welches das Anliegen der heutigen Motion, wenn auch anders formuliert, wieder aufnimmt und von der Fraktion SP unterstützt werden kann.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: Monsieur Isler a posé tout à l'heure la question afin de savoir si on pouvait prendre la parole lorsqu'un objet est retiré. En principe, lorsque l'objet est retiré, comme il n'y a plus d'objet, il n'y a plus de débat et on passe au point suivant de l'ordre du jour. Votre déclaration est considérée comme une déclaration personnelle.

194. Motion 20090101, Peter Moser, FDP, "Vision AGGLOlac: affirmations contraignantes"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion.

Moser Peter, FDP: Ich danke dem Gemeinderat für die Beantwortung und bin damit einverstanden, dass die Motion überwiesen wird.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Im Zusammenhang mit einem gestern behandelten Vorstoss habe ich bereits erwähnt: Der Gemeinderat steht zu seinem Engagement und hat entsprechende Kredite beschlossen. Nun bin ich froh, dass Herr Moser dem Gemeinderat nicht den Vorwurf macht, er hätte CHF 97'000.- beschlossen, nur damit er das Parlament umgehen könne. Tatsächlich wollte der Gemeinderat rasch handeln, der Kreditbeschluss wurde aber kommuniziert. Die Arbeiten für das Projekt AGGLOlac werden prioritär behandelt, was zur Folge hat, dass andere Projekte nicht in der gleichen Intensität angegangen werden können.

Der Gemeinderat ist sehr optimistisch, auch was den Zeitplan angeht. Er geht davon aus, nach den Wahlen in Nidau, wenn die neuen Verantwortlichen ihre Ressorts übernommen haben, zusammen mit diesen entschieden werden kann, wie es weitergehen soll. Es ist etwas schwierig, den Stadtrat von Biel in die ganzen Überlegungen zu integrieren. Rein formell ist der Stadtrat für diese Planung nicht

zuständig. Aber der Gemeinderat weiss auch, dass er früher oder später das Parlament konsultieren muss. Der Stadt Biel schwebt vor, dass in Ipsach, Nidau und Biel ein behördenverbindlicher regionaler Richtplan erlassen wird. Kompetent hierzu ist der Gemeinderat, aber er überlegt sich auch, in welcher Form der Stadtrat einbezogen werden kann. Ganz klar wird in der zweiten Hälfte 2010 der Stadtrat von Biel wie auch derjenige von Nidau die entsprechenden Projektierungskredite bewilligen müssen, um das Projekt AGGLOlac zu starten. Der Gemeinderat ist zuversichtlich, dass bereits Ende 2010 klar sein wird, wie es mit diesem Projekt weitergehen soll. So können möglicherweise bereits 2011 die baurechtlichen Grundlagen in Biel, insbesondere aber in Nidau vorgelegt werden. Wenn ich sage möglicherweise auch in Biel, dann ist dies deshalb von Bedeutung, weil davon ausgegangen werden kann, dass durch das Projekt AGGLOlac auch Teile auf Bieler Gemeindegebiet betroffen sind, nämlich die Teile zwischen der Aarbergstrasse und dem See. Dort, im Gebiet des Continental, hat es noch viel Potenzial, welches sinnvollerweise in das Projekt AGGLOlac einbezogen werden sollte. Der Gemeinderat ist also gezwungen, den Stadtrat zwar nicht in der Planung, dafür aber bei den Kreditbegehren zu konsultieren. Ich hoffe, dass mit der Verabschiedung dieser Motion auch ein Zeichen für das sehr interessante Projekt AGGLOlac von Seiten des Bieler Stadtrats gesetzt wird.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

195. Motion 20090102, Marc Despont, Forum Biel/Bienne, "Respect des lois dans les immeubles et terrains du patrimoine municipal"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion sous forme de postulat et de le radier du rôle.

Kaufmann Stefan, FDP: Der Motionär, Marc Despont, beantragt, dieses Geschäft auf die nächste Sitzung zu verschieben. Da diese Motion nicht motionsfähig ist, kann sich der Stadtrat nicht dazu äussern, ob er mit einer Umwandlung in ein Postulat einverstanden ist. Das Anliegen wurde vom Gemeinderat aber beantwortet. Die Motion soll in ein Postulat umgewandelt, erheblich erklärt und als erfüllt abgeschrieben werden. Es ist deprimierend zu sehen, dass offenbar die öffentliche Hand keine Möglichkeit hat, gegen Leute vorzugehen, die sich nicht an Regeln halten. Ich weiss nicht, wie lange das in dieser Gesellschaft noch gut gehen kann. Ich warte schon lange darauf, dass irgendeinmal einem Nachbarn der Kragen platzt und dies Schlagzeilen macht. Die Stadt ist gehalten, diese Situation aufmerksam zu beobachten und dafür zu sorgen, dass die Situation nicht eskaliert.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne Biel: Der Motionär behauptet, dass nicht alle gleich behandelt werden, und dass das Gesetz weder eingehalten noch angewendet wird. Aus diesem Grund hat er seine Motion eingereicht. Die Fraktion der Grünen ist mit dem Gemeinderat einig, dass nur weil sich die BesetzerInnen nicht an das Gesetz halten, die Stadt nicht das Gleiche tun kann. Die Vorgehensweise der Stadt bei Hausbesetzungen ist in erster Linie auf Kooperation ausgerichtet. Wenn die

Besetzenden nicht kooperieren, wird strafrechtlich vorgegangen, was richtig ist. Es ist nicht ganz klar, weshalb der Motionär davon ausgeht, dass in Biel die Gleichbehandlung verletzt wird. Der Gemeinderat antwortet auch nicht direkt auf diesen Vorwurf. Die Fraktion der Grünen vermutet, dass der Motionär davon ausgeht, dass bei einigen Leuten die Gesetze angewendet werden und bei anderen nicht. Dies scheint aber nicht der Fall zu sein. Für die Grünen ist klar, dass die Ausführung einer polizeilichen Massnahme, also eine Zwangsräumung, nur in einer Notsituation angemessen sein kann, so wie dies in der Antwort erwähnt ist. Diese Massnahme sofort bei jeder Hausbesetzung anzuwenden, kann keine Lösung sein. Grundlos Härte zu zeigen und eine Massnahme anzuwenden, wenn sie nicht angebracht ist, weil keine Notsituation besteht, scheint uns nicht die Vorbildrolle zu sein, welche die Stadt gegenüber den Privaten übernehmen soll.

Noch zwei, drei weitere Bemerkungen: Unserer Fraktion sind unbewohnte Liegenschaften ein Dorn im Auge, und zwar weil sie leer stehen. Ein Haus ohne Inhalt ist ein Haufen Stein. Aus diesem Blickwinkel haben die Grünen auch ein gewisses Verständnis für die BesetzerInnen und sehen deshalb auch keinen Grund, in der Stadt Biel eine restriktive Vorgehensweise zu kultivieren. Es ist gut zu sehen, dass der Gemeinderat dies auch nicht möchte. Wenn die Gesetze nicht eingehalten werden, müssen die Gesetzesverletzungen nicht toleriert werden, das ist klar. Die Grünen wollen auch keinen ewigen Dialog. Wenn keine Kooperationsbereitschaft vorliegt, sollen auch die Behörden kein Entgegenkommen zeigen. Dies wird ja in der Stadt so praktiziert. Deshalb sind die Grünen der Meinung, die Motion könne in ein Postulat umgewandelt und abgeschrieben werden.

Liechi Gertsch Teres, Fraktion SP: Auch die Fraktion SP empfiehlt, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen, die Motion in ein Postulat umzuwandeln und dieses als erfüllt abzuschreiben. Offenbar ist sich der Stadtrat darüber weitgehend einig. Es lesen aber nicht alle das Gleiche aus dieser Antwort heraus, was auch nicht verwunderlich ist. Die Fraktion SP findet die Antwort des Gemeinderats sowohl inhaltlich wie auch in der Abfassung ausgezeichnet. Herr Bösch entwickelte auch bereits einige Gedanken dazu. Die Möglichkeiten und Grenzen von staatlichen Eingriffen in solchen Situationen werden klar dargelegt und der Text wirkt pragmatisch, differenziert und ist in angenehmem Tonfall verfasst. Die Fraktion SP spricht hier dem Gemeinderat und der federführenden Finanzdirektion ihre Anerkennung aus.

Es wird gesagt, dass eine Hausbesetzung ein illegaler Akt sei, und dass die Besetzenden dies in der Regel wissen. Sonst wird dafür gesorgt, dass ihnen dies bewusst wird. Konflikte seien unvermeidlich, *"wenn alternative Gruppierungen den allgemeinen gesellschaftlichen Wohn- und Lebensformen alternative Wohnformen gegenüberstellen wollen"*. Dies wird immer geschehen, wenn Leute zusammen in einer Stadt wohnen, ob das der Bevölkerung nun gefällt oder nicht. Ein minimales Verständnis für solche andere Wohnformen muss vorhanden sein, auch wenn sich die Stadt gleichzeitig nicht aus der Verantwortung ziehen darf. Dies tut der Gemeinderat auch nicht. Er führt auch aus, was schrittweise juristisch unternommen wird. Es wird auf den Zeitfaktor hingewiesen, Straf- und Abbruchverfahren brauchen ihre Zeit. Die Stadt hat Recht, wenn sie keine Eskalation anstrebt. Herr Bösch sprach von keiner grundlosen Härte. Dies ist sicher sehr angebracht. Es wird auf den Verhandlungswillen gesetzt, und das ist richtig. Wie bereits Herr Bösch sagte, soll

dies nicht zu endlosen Dialogen führen, zuerst soll immer das Gespräch gesucht werden und erst, wenn es keinen Konsens gibt und der Verhandlungswille fehlt, sollen Massnahmen eingeleitet werden. Die Fraktion SP empfiehlt dem Stadtrat ebenfalls, den Vorstoss als erfüllt abzuschreiben und dankt für die Antwort des Gemeinderats.

Stöckli Hans, Finanzdirektor: Ich gehe davon aus, dass der Antrag des Gemeinderats unterstützt wird. Ich bin froh und finde es wichtig, dass die Mehrheit hier im Stadtrat offenbar die Art und Weise akzeptiert, wie der Gemeinderat mit dieser schwierigen Situation umgeht. Es ist ein Markenzeichen Biels, dass nicht nur Rechtsstaat und soziale Bedürfnisse gegeneinander abgewogen werden, sondern dass versucht wird, allen Interessen Rechnung zu tragen. Eskalationen dürfen nicht ohne Not provoziert werden. Auf der anderen Seite, und das ist auch wichtig, kann nicht alles toleriert werden. Es gab in den letzten paar Monaten eine Zeit, in welcher sich die Lage auch für meinen Geschmack definitiv zuspitzte und von der Stadt harte Massnahmen gefordert waren. Im Moment ist aber nur noch eine Besetzung hängig. Im Verlauf der nächsten Tage wird sich entschieden, wie es dort weitergeht. Die Sicherheits- und Finanzdirektion sprechen sich gegenseitig gut ab und ergänzen sich in der Beschaffung der nötigen Informationen um dann auch die richtigen Entscheide zu treffen. Der Aufrechterhaltung der rechtlichen Ordnung muss eine grosse Priorität eingeräumt werden, aber es gibt auch Momente, in welchen das Ziel auf geradem Weg nicht erreicht werden kann, sondern der eine oder andere Umweg in Kauf genommen werden muss. Ich möchte dem Stadtrat danken, dass die Politik, welche der Gemeinderat verfolgt, nicht bekämpft wird.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

196. Motion 20090065, Alain Pichard, Verts libéraux, "Amende et/ou indemnisation des frais de la part des parents"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Pichard Alain, GLP: Zu meiner Motion "Bussen bzw. Unkostenentschädigung für Eltern" möchte ich einige Fallbeispiele aufzeigen:

Vor vier Jahren hatte ich ein Mädchen in der Klasse, das Probleme machte. Ich rief die Eltern an, um ein Gespräch abzumachen. Da die Mutter nur Spanisch konnte, wurde ein Kulturvermittler beigezogen. Am vereinbarten Termin waren mein Kollege, der Kulturvermittler und ich anwesend. Die Mutter tauchte aber nicht auf. Wir riefen an, die Mutter war nicht zu Hause, dafür aber die Tochter. Auf meine Frage, wo denn ihre Mutter sei, sagte sie, sie wisse es nicht. Am nächsten Tag kam aus, dass die Mutter arbeiten gegangen war.

Den zweiten Fall kennt so viel ich weiss Martin Rüfenacht gut: Er gab damals viel zu reden. Es ging um einen libyschen Fundamentalisten, der seine Kinder nicht in den Musikunterricht schicken wollte. Es gab viele Sitzungen, bis die Schulinspektorin,

Frau Westermann, das Zepter übernahm und sagte, es brauche eine ultimative Sitzung. Eingeladen waren die Schulinspektorin, die Schulkommissionspräsidentin, die Klassenlehrerin, ein Kulturvermittler und sogar ein Imam. Die Schulinspektorin stellte die Bedingung, dass der Libyer mit seiner Frau kommen müsse. Falls die Frau nicht dabei wäre, würde die Sitzung dem Libyer kostenpflichtig verrechnet. Dies war eine leere Drohung, da dafür keine gesetzlichen Grundlagen bestehen, das wussten alle Beteiligten.

Der dritte Fall war der Super-GAU im OSZ Madretsch: Vielleicht erinnern Sie sich an den 9. September 2006. Das OSZ Madretsch organisierte einen Integrationsmorgen. Mit Einladungen in fünf Sprachen wurde versucht, Eltern die Schule mit Theatern, Videos und so weiter zu erklären. 93 Personen meldeten sich mit Unterschrift an. Der Elternrat organisierte einen Apéro für 93 Personen. Erschienen sind schlussendlich nur 27 Personen, wie dies auch in der Presse zu lesen war. 12 Personen hatten sich korrekt abgemeldet, der Rest erschien einfach nicht.

Der letzte Fall passierte gerade kürzlich: Für meinen letzten Elternabend haben sich von 20 Eltern 19 angemeldet, 2 meldeten sich später korrekt ab, 2 weitere kamen nicht. Für eine dieser nicht abgemeldeten Personen hatte ich im Vorfeld auf ihren Wunsch einen Kulturvermittler organisiert.

Nun kann ich Ihnen auch noch ein fünftes Beispiel aufzeigen: Vor sechs Jahren erhielt ich von meiner Frau eine SMS mit dem Inhalt: "Wir haben Elterngespräch, wo bist du?" Es geht in meiner Motion also nicht nur um MigrantInnen oder SchweizerInnen.

Dass sich Leute nicht korrekt abmelden, ist eine kleine Sache, aber sie ist sehr ernst zu nehmen. Es geht in meiner Motion nur darum, dass eine Unkostenregelung geschaffen wird, sofern ein vereinbarter Termin, zu dem unter Umständen auch Drittpersonen aufgeboten werden müssen, nicht eingehalten wird. Nie und nimmer sollte der in Basel umgesetzte Bussenkatalog eingeführt werden, in welchem sogar Verspätungen, Unterernährung und was weiss ich was alles gebüsst werden sollen.

Diese Motion wurde nicht von den Grünliberalen erdacht. Sie wurde vielmehr von den betroffenen Lehrpersonen vorgeschlagen. Wenn jemand nicht zu einem vereinbarten Gespräch erscheint, dann ist das eine Nachlässigkeit, die gebüsst werden können sollte. Dies machen auch der Zahnarzt, der Arzt und der Notar so. Zum Glück sind solche Fälle an Bieler Schulen noch relativ selten. Es sind pro Jahr vielleicht drei oder vier. Die Lehrerschaft und ich schlagen aber vor, dass etwas mehr Praxisbezogenheit und nüchterne Verbindlichkeit geschaffen wird. Wenn dies bereits in diesem kleinen Rahmen als Rechtspopulismus angesehen wird, Frau Moeschler, dann muss ich sagen, kommen Sie doch mal in unsere Schule, schauen Sie, was dort mit diesen Eltern gemacht wird. Die aufgelegte Zeitung TATZE wird zusammen mit den Eltern produziert. Zur Zeit bin ich an einem Theaterprojekt mit albanischen Eltern. Kommen Sie und schauen Sie sich dies in unserer Schule an.

Eigentlich wollte ich die Motion zurückziehen. Das Lehrerkollegium war aber über diesen Vorschlag fassungslos. Die Lehrerschaft sieht Handlungsbedarf. So bitte ich Sie, die Motion wenigstens als Postulat zu überweisen, so dass dieser Vorschlag geprüft werden kann. Merci.

Fischer Pascal, FPS: Ich kann Herrn Pichard nicht zustimmen. Wie Sie vorher gehört haben, gibt es Leute, die gehen einen Weg direkt und dann gibt es andere, die machen Umwege oder schauen den Schmetterlingen zu. Dann kommen diese Leute halt vielleicht zu spät, aber sie wären gekommen. Vielleicht müsste die Schule die Elternbesuche halt zeitlich erstrecken, statt diese wie bis anhin von 9.30 bis 11.30 Uhr durchzuführen, so dass auch diejenigen, die den Umweg machen, kommen könnten.

Chevallier Barbara, au nom du Groupe socialiste: Si j'avais su que c'était une si petite chose, je ne me serais peut-être pas préparée avec autant de soin. Par le biais de votre motion, Monsieur Pichard, vous souhaitez que la Ville crée des bases légales pour que les parents soient amendés lorsqu'ils ne se présentent pas à une séance de parents ou à un entretien, auquel ils se sont inscrits. Monsieur Pichard va jusqu'à proposer un montant pour cette amende, équivalant au salaire d'une demi-leçon d'enseignant, voir plus, si d'autres enseignants se sont déplacés pour ces occasions. Le Groupe socialiste entend dans cette motion le ras-le-bol d'un enseignant, qui tente de faire son travail face à des parents, qui n'assument pas leurs responsabilités et manquent à leurs obligations.

Avec cette motion, Monsieur Pichard met le doigt sur un vrai problème. Un problème de fond, auquel l'école et plus largement la société est confrontée, c'est à dire celui de la démobilité de certains parents face à l'éducation de leurs enfants. Cependant, le Groupe socialiste s'interroge sur le moyen quelque peu simpliste, nous semblait-il, que Monsieur Pichard propose pour répondre à ce problème. Comme si, le fait d'infliger une punition financière aux parents fautifs, qui ne se présentent pas, va les encourager à répondre présents. Vous parlez du système de frais comptabilisés, lorsque l'on prend rendez-vous chez le médecin et que l'on ne se présente pas. Dans le monde scolaire, nous ne sommes pas du tout dans la même situation. Nous n'avons pas à faire aux mêmes clients. Nous nous sommes posés la question afin de savoir comment faire, pour que les parents s'impliquent dans l'éducation de leurs enfants et qu'ils soient présents. Comment faut-il procéder, pour que les enseignants ne se retrouvent pas devant une place vide, lors d'un entretien ou d'une séance? Il nous semble important de souligner tous les efforts entrepris par les Autorités dans ce domaine, pour promouvoir un dialogue entre école et famille. Les professionnels de la petite enfance et de l'école enfantine font déjà un énorme travail de sensibilisation. Ils ont la tâche de clarifier le rôle de l'école, d'expliquer ses attentes et de poser les bases d'un dialogue dans une relation de respect et de confiance. Il faut à tout prix soutenir ces enseignants et enseignantes, qui rencontrent des familles ne parlant ni l'allemand ni le français (dans plus de 80%). Le défi de créer cette relation est immense pour ces enseignants et enseignantes. Ensuite, il faut poursuivre ses efforts au niveau primaire, puis au niveau secondaire.

La révision du Règlement scolaire (RDCo 430.1), en recentrant la responsabilité de la relation école-parents, sur les directions d'entités scolaires, va permettre, surtout au niveau primaire, de consolider et soigner cette relation. Les parents absents, au niveau secondaire, l'ont souvent été précédemment. Il faut identifier les raisons de cette absence, alerter les institutions à même d'appuyer les familles voir, d'aller les chercher. Il faut passer le témoin, en quelque sorte, à d'autres institutions plus qualifiées, pour entrer dans la sphère familiale. Ce travail en réseau nécessite des moyens qu'il ne faut pas négliger. Puis, il faut intensifier les efforts faits pour

sensibiliser les familles d'origines étrangères, qui emménagent à Bienne et dont les enfants intègrent l'école en cours de parcours scolaire. Il est parfois très difficile de faire comprendre les attentes de l'école à des personnes, qui peuvent elles-mêmes être complètement déstabilisées, en décalage, sans travail, en attente de recevoir un permis d'établissement ou dans des situations très précaires. Les classes d'accueil vont être modifiées pour répondre à la nouvelle ordonnance sur les mesures particulières.

Gardons l'expérience et le savoir-faire de ces professionnels et élargissons le rayonnement par un soutien financier inconditionnel aux associations dans leur tâche et précisément, aider les familles à trouver leur place et leur rôle dans la société. Et puis, pourquoi ne pas intégrer à ce problème et à cette réflexion, les parents eux-mêmes? L'école, par le passé, n'a pas toujours su faire une place aux parents. Ils ont toujours été les bienvenus pour organiser des fêtes d'écoles et des ventes de pâtisseries, en revanche, ils ont rarement été sollicités pour jouer un rôle actif avec d'autres parents.

Enfin, Monsieur Pichard, vous parlez d'un tout petit nombre de cas. Il serait intéressant de savoir précisément à quoi nous avons à faire. Il serait peut-être intéressant d'avoir un taux de fréquentation des parents et de faire une enquête, afin de savoir combien de fois cela se présente pour savoir si la tendance est en hausse, en baisse ou si la modification du Règlement scolaire peut apporter quelque chose à ce problème. En conclusion, le Groupe socialiste souscrit à la réponse du Conseil municipal et approuve son rejet.

Magnin Claire, au nom du Groupe des Verts Bienne: Je comprends bien l'énerverment de l'enseignant, qui organise une rencontre avec une famille ou un parent et que personne ne vient au rendez-vous. Je vis exactement la même chose. Nous vivons tous de telles situations. Ce n'est pas simplement spécifique aux parents qui ne s'occupent pas des enfants. Je fixe aussi des rendez-vous, j'organise tout et la personne ne vient pas, cela m'énerve. Il y a des problèmes à résoudre et je me dis que peut-être, il y a des difficultés avec lesquelles je dois apprendre à vivre et qu'il faut trouver d'autres solutions. Pourquoi ne proposerais-je pas d'aller chez cette famille? Cela ne se passerait-il pas mieux? Ou, faut-il se rencontrer sur un terrain neutre? Monsieur Pichard le dit, c'est petit, ce n'est rien. On propose à ce moment-là la mitraille pour résoudre ce problème. Il ne sera pas résolu de cette manière. Je trouve que nous sommes dans une situation, qui commence à m'inquiéter. Nous avons trouvé les nouveaux coupables: ce sont les parents qui ne s'occupent pas de leurs enfants. Lorsqu'on donne l'exemple de cette femme, qui ne va pas au rendez-vous parce qu'elle travaille, peut-être que pour elle, le plus important est de ne pas perdre son travail, ce qui permet de pouvoir nourrir ses enfants. Nous devons faire attention de ne pas désigner comme bouc émissaire les parents. Je trouve inquiétant, que dans cette enceinte et un peu partout, l'on pense que les parents sont coupables de ne pas s'occuper de leurs enfants!

Kaufmann Stefan, Fraktion Forum: Die Fraktion Forum hätte die Motion, so wie sie vorliegt, nicht unterstützt. Schon der Titel "Bussen" störte sie. Herr Isler sagte vorher, Probleme könnten gelöst werden, wenn sie als solche erkannt würden. Offenbar wurde hier ein Problem erkannt. Es stellt sich aber die Frage des Mengengerüsts und wieviel Aufwand sich lohnt, um diese wenigen Fälle zu lösen. Die Umwandlung in

ein Postulat kann die Fraktion Forum im Prinzip unterstützen. Sie befürchtet aber, dass mit der jetzigen Fragestellung, so wie sie in der Motion festgehalten ist, keine vernünftige Antwort möglich ist. Deshalb wäre es der Fraktion Forum wohlher, wenn das Problem nochmals gezielt aufgenommen und die Frage anders gestellt würde. Der Gemeinderat sollte gefragt werden, welche Lösung er für diese Problematik vorschlägt.

Wiederkehr Martin, SP: Solche Versäumnisse, wie sie Herr Pichard beschreibt, sind einerseits eine emotionale Sache und machen einen sauer. Andererseits ist dabei die Verbindlichkeit ein Thema. Diese muss in unserer Gesellschaft immer wieder thematisiert werden, nicht nur in der Schule. Es ist eine Pflicht, die Kinder in die Schule zu schicken. Als Eltern hat man Pflichten, wie man sie auch sonst im Alltag hat.

Mit Bussen erhofft man auf repressiver Ebene eine Veränderung. Eine Strafe soll Busse sein für etwas, was man nicht richtig gemacht hat. Deshalb steht wirklich die Frage im Raum, ob eine Busse das richtige Instrument ist. Ein Unkostenbeitrag oder eine Aufwandsentschädigung wäre etwas anderes.

Auf der anderen Seite ist dieses Anliegen ernst zu nehmen. Es geht nicht nur um Elternanlässe. Einige Kinder kommen auch nicht ins Lager, sie melden sich auch nicht ab. Es gibt sicher noch weitere Bereiche, in welchen es nicht korrekt läuft. Deshalb möchte ich Herrn Pichard bitten, den Vorstoss zurückzuziehen und ihn anders zu formulieren, so dass das Problem auf breiter Ebene angegangen werden kann. Ich möchte diesen Vorstoss nicht einfach beerdigen, sondern hoffe, dass eine Überarbeitung folgt.

Pichard Alain, GLP: Ich möchte niemanden mit Bussen dazu zwingen, an einem Lager oder an einem Elternabend teilzunehmen. Ich unterstütze alles, was gesagt wurde. Sie müssen meine Motion richtig lesen. Es handelt sich um wenige, aber immer wiederkehrende Fälle. Im Gegensatz zum Stadtrat nehme ich dies ernst. Wenn eine Frau arbeiten muss, nehme ich diese ernst, aber sie hat ein Telefon. Sie kann mich anrufen und sagen, dass sie arbeiten müsse und den Termin vergessen habe. Dann ist das für mich in Ordnung. Wenn man jetzt davon ausgeht, dass dieser Frau geholfen werden müsse, weil sie nicht angerufen hat, dann behandelt man sie wie ein Kind. Es geht auch nicht um Emotionen, Herr Wiederkehr. Es ist eine nüchterne Sache, welche von der Lehrerschaft in den Stadtrat getragen wird, um sie zu entlasten. Alles andere macht die Schule. Die Lehrerschaft spricht mit den Eltern, holt sie ab, versucht alles Mögliche. Bei diesem Fernbleiben handelt es sich aber um eine nüchterne Gepflogenheit, welche unterbunden werden muss. Das Votum von Herrn Kaufmann hat mich überzeugt. **Ich werde die Motion jetzt zurückziehen**, mit meinem Kollegium sprechen und zu einem späteren Zeitpunkt eine überarbeitete Fassung einreichen.

197. Motion 20090066, Alain Pichard, Verts libéraux, "Récompense publique pour prestations scolaires particulières"

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 13)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Pichard Alain, GLP: Der berühmte und renommierte Professor Jürgen Oelkers sagte: *"In der Schweiz gibt es viel zu wenig öffentliche Prämierung."* Die Stadt Thun will solche Prämierungen einführen, in Bern und beim Kanton laufen Abklärungen. Es läuft sehr viel, denn es wurde erkannt, dass die Schule ein wichtiger Faktor ist. Die Stadt Biel hat darauf sehr viel Einfluss. Nach der gestrigen Debatte ist klar, dass die Stadt Biel im Bildungssektor unbedingt positive Schlagzeilen braucht.

Ich mache ein paar Vorschläge, wer einen solchen Preis verdient hätte: Peter Althaus sagte zum Beispiel, unsere Lehrlinge könnten kein Theater mehr spielen. So stellte er ein Lehrlingstheater auf die Beine. Nun findet bereits die zweite oder dritte Aufführung statt. Das OSZ Mett-Bözingen erarbeitete ein Berufswahlkonzept, welches in der ganzen Schweiz Beachtung findet und grosse Erfolge erzielt. Christoph Witz (OSZ Rittermatte) macht hervorragende Elternarbeit, er ist ein Pionier in diesem Gebiet. Frau Cattanesse ist eine Mutter, welche ein Schülercoaching aufgezogen hat, um bei der Lehrstellensuche zu helfen. Mit diesem Konzept konnten drei Personen eine Lehrstelle finden. Es gibt in Biel SchülerInnen, welche Erstaunliches leisten bei Schweizer Jugend forscht. Vor drei Jahren hat sogar jemand einen Preis gewonnen. Herr Schenk macht eine super Arbeit mit seinem Chor. Auch Herr Clénin engagierte sich enorm in der Musik. All das sind Beispiele, bei welchen ich das Gefühl habe, man sollte solchen herausragenden Persönlichkeiten ein Mal im Jahr danke sagen. Es geht ja nicht eigentlich um den Preis. Wenn man die Auffassung hat, dass nichts gross sein darf, weil sonst das Umfeld klein wird, dann muss man diese Motion ablehnen, das ist klar. Nach Auffassung der Fraktion Grünliberale sollten jedoch, dass Anreize geschaffen werden. Gute Beispiele sollen aufgezeigt und positive Schlagzeilen erzielt werden. Es gibt enorm viel positives Echo, wenn man verdiente Leute öffentlich lobt und dankt. Dies würde der Stadt Biel gut tun.

Die Stadt kann es aber auch machen wie mit dem Schulreglement. Die Stadt Thun war ja lange voraus mit dem Schulreglement, bis dann endlich auch Biel reagiert hat. Ich bin überzeugt, in fünf Jahren wird dieser Preis wieder aktuell, denn rundherum bestehen solche Prämierungen. Allem Anschein nach will aber keine Fraktion ausser der Fraktion Grünliberale diese Motion unterstützen. Deshalb sehe ich keine Chance und **ich ziehe die Motion mit blutendem Herzen zurück.**

198. Postulat 20090069, Béatrice Sermet-Nicolet, Groupe socialiste, "Le bilinguisme dans les collèges de la ville"

(Texte du postulat et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 14)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat.

Sermet-Nicolet Béatrice, au nom du Groupe socialiste: Le postulat invite le Conseil municipal à procéder à une étude en concertation avec les partenaires concernés en vue d'une répartition des classes francophones et alémaniques dans les collèges de la Ville de Bienne, cela au niveau inférieur. Le Groupe socialiste et moi-même sommes satisfaits de la réponse du Conseil municipal. Je remercie le Conseil municipal de cette réponse. J'aimerais juste faire une remarque en marge de ce postulat.

Le 27 septembre 2009, nous allons nous prononcer au sujet du concordat Harmos et de l'adhésion du Canton de Berne à ce concordat. Il faut savoir, que pour la partie francophone du Canton de Berne, le Canton a déjà adhéré à la convention scolaire romande. Or, cette convention scolaire romande prévoit déjà les éléments fondamentaux du concordat Harmos. Si par malheur, le Canton de Berne venait à refuser cette adhésion à Bienne, nous aurions deux systèmes scolaires très différents. Je le dis ici, car tout le projet repose sur une harmonisation et sur un échange entre les deux cultures, qui sont celles de notre Ville. Je sou mets cette remarque à votre réflexion, non sans vous recommander d'adopter ce postulat, qui permettra de prévoir un changement, qui aura lieu en 2012, au moment où la Loi sur l'école obligatoire sera révisée. Je vous remercie de votre attention.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je remercie l'intervenante et je vous recommande de suivre la proposition du Conseil municipal. Je voudrais juste préciser que notre intention est claire. Nous l'avons dite dans la réponse. Nous ne sommes pas parvenus à nos fins, lors de la réorganisation des entités scolaires de cette année, pour des raisons de refus de notre part, de surcharger le bateau. Je trouve que l'école a été bien bousculée par les changements au cours de l'année 2008 et qu'il ne faut pas encore contraindre des écoles à changer sur ce plan. Il s'agit d'avancer avec doigté et de convaincre, plutôt que d'obliger des écoles à subir des changements, qu'elles ne sont pas prêtes à accepter. Je voudrais préciser que nous parlons ici d'étude. Pour qu'il n'y ait pas de malentendus, je tiens à dire que nous n'avons pas l'habitude, chez nous, de mener de longues études. Il y a une conviction: il s'agit de persuader et de faire, d'une manière pragmatique, des propositions d'organisation et lorsque le consensus est là, de le mettre en œuvre. Il n'y aura pas une longue étude. Je crois que ce qui intéresse particulièrement l'intervenante, ce n'est pas une thèse de doctorat, mais c'est que le bilinguisme vive dans les écoles biennoises.

Hadorn Werner, SP: Natürlich unterstütze ich diesen Vorstoss. Meiner Meinung nach bleibt er jedoch auf halbem Weg stehen. Er möchte ein Näherrücken der Klassen beider Sprachen fördern. Anstelle eines Nebeneinanders wäre jedoch auch ein Miteinander denkbar. In vielen Schulen breitet sich eine Methode aus, die sogenannte Immersion (in Biel startete man damit in den Gymnasien, in Kanada wurde sie bereits in den 60er-Jahren angewendet). Dies bedeutet, dass eine Sprache nicht nach

methodischen und didaktischen Grundsätzen vermittelt wird, sondern sie wird gelernt, indem diese Sprache angewendet wird. Beispielsweise wird der Geografieunterricht auf Französisch und der Mathematikunterricht auf Deutsch erteilt. So wachsen die SchülerInnen in beide Sprachen hinein. Es ist natürlich sinnvoll, wenn diese Methode möglichst früh eingesetzt wird. Meiner Meinung nach bringt die Immersionmethode grosse Vorteile. Studien zeigen auf, dass Kinder, die in Immersionsklassen gross werden, in Mathematik merkwürdigerweise signifikant besser sind als Kinder, die in einsprachigen Klassen aufwachsen. In meinen Augen wäre es nötig, bei der Revision des Volksschulgesetzes Optionen für Immersionsklassen zu eröffnen und Biel könnte hier eine Vorreiterrolle einnehmen! Deshalb frage ich Herrn Moeschler, ob so etwas vorgesehen ist.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: La question posée par Monsieur Hadorn est certainement très intéressante, mais n'a pas de lien direct avec le postulat. Je me pose des questions sur le respect de l'ordre du jour. Néanmoins, dans la Ville de Bienne, nous faisons des efforts importants pour promouvoir le bilinguisme dans les écoles, sous toutes sortes de formes. On parle même de filières bilingues mais ce n'est pas l'objet de ce postulat et j'interromps là mes explications.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

199. Interpellation 20090070, Émilie Moeschler, Michèle Morier-Genoud, Groupe socialiste, "Situation d'urgence, oui mais..."

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 15)

Les interpellantes sont satisfaites de la réponse.

Moeschler Émilie, au nom du Groupe socialiste: Madame Morier-Genoud et moi-même remercions le Conseil municipal de sa réponse. Comme nous l'avons mentionné dans le texte de l'interpellation et comme cela a été dit à plusieurs reprises par le Conseil municipal, la Ville de Bienne a malheureusement peu de compétences en ce qui concerne l'asile et l'accueil des personnes requérantes d'asile. J'aimerais faire quelques remarques sur les réponses du Conseil municipal.

Le Groupe socialiste trouve important que le Conseil municipal ait souligné son regret en ce qui concerne l'échec de l'ouverture d'un centre d'hébergement à la Montagne de Douanne, ce qui n'a fait que retarder la possibilité d'héberger les personnes requérantes d'asile ailleurs que dans des abris de la protection civile à Bienne. Actuellement, plusieurs personnes sont encore hébergées dans ces centres de protection civile. Si certains ou certaines d'entre vous ont eu l'occasion d'aller visiter ces lieux, je pense que nous avons de quoi être mal à l'aise, que des personnes à Bienne vivent dans de telles situations.

Le Conseil municipal dit, je cite: "*Le Conseil municipal rappelle que, en matière d'asile, aucune politique ne repose sur une prétendue tradition d'accueil locale*". J'aimerais ajouter, que la politique d'asile ne repose carrément sur aucune tradition

nationale également. Je regrette, que légalement, la Municipalité n'ait pas de compétences en la matière. Il n'empêche que depuis quelques années, le Conseil fédéral mène une politique xénophobe et inhumaine en ce qui concerne l'accueil des personnes menacées, qui ont déjà un parcours très dur. En plus, ces personnes doivent subir de telles conditions d'accueil. Je pense que dans ce contexte, la Ville a un rôle à jouer et une responsabilité dans une tradition d'accueil, même si ce n'est pas écrit dans un article de loi. Le Conseil municipal a fait du bon travail. Ce travail est souligné par l'Association Asile Bienne Régions. Le Conseil municipal se tient régulièrement au courant.

Il n'y a malheureusement pas de baguette magique pour trouver des maisons rapidement afin de loger de nombreuses personnes requérantes d'asile, ce n'est pas facile. C'est un sujet auquel nous devons continuer à nous occuper. Je trouve que nous pourrions avoir des réponses du Conseil municipal, qui soient plus alarmistes, vu la situation. Je souhaite connaître la situation actuelle. Je prie le Conseil municipal de nous informer sur la situation actuelle de l'accueil des personnes requérantes d'asile à Bienne. Je vous remercie.

Fischer Pascal, FPS: Die Ansicht, dass Biel eine Aufnahmetradition habe, teile ich nicht. Wenn ich lese, dass der Gemeinderat mit Bedauern feststellt, dass die Unterbringung der AsylbewerberInnen auf dem Twannberg gescheitert ist, empfinde ich dies als einen Hohn gegenüber all jenen, für welche der Twannberg eigentlich gebaut wurde. Der Twannberg wurde für Schwerstbehinderte erstellt, damit sie dort Ferien verbringen können. Dank dieses Angebots wurden die Angehörigen während ein, zwei Wochen von ihrer schwierigen Arbeit entlastet. Es enttäuscht mich, dass eine Institution wie der Twannberg im Stich gelassen wird, wenn sie in finanzielle Schwierigkeiten gerät. Offenbar sind wir SchweizerInnen nicht invalid und wenn, dann sind wir selber schuld. Das Geld wird lieber für AsylbewerberInnen ausgegeben, denn das bringt der Stadt mehr. Ich denke, das ist ein falscher Weg. Dieser Weg bringt nur der linken Seite mehr und sonst niemandem.

Moeschler Pierre-Yves, directeur de la formation, de la prévoyance sociale et de la culture: Je trouve remarquable que l'on s'émeuve de la situation des personnes qui doivent vivre durant de nombreuses semaines dans des abris de la protection civile. Cette situation nous émeut tous. Nous sommes révoltés de ne pas pouvoir offrir de meilleures conditions. Il faut savoir que cette décision d'abriter ces gens dans des abris de la protection civile est née de la nécessité. Nous avons connu, au cours des dernières années, une diminution régulière du nombre de requérants d'asile. Nous avons renoncé à un certain nombre de centres. Les infrastructures n'étaient plus disponibles en quantité suffisante. Il a donc fallu trouver une solution d'urgence. Les phrases que je vous dis sont des phrases de justification d'une politique cantonale, à laquelle les communes n'ont pas du tout été associées. Un jour, nous avons reçu un ordre de marche. Nous avons obéi à cet ordre de marche, sans renâcler. Le Canton et l'Association Asile Bienne Régions ont été extrêmement reconnaissants, car si ces personnes n'avaient pas pu être logées dans ces abris de protection civile, il n'y aurait tout simplement pas eu d'alternative et nous n'aurions pas su quoi faire.

Ce qui est remarquable (ce qui nous a été dit à de nombreuses reprises) c'est que la Ville de Bienne a aidé à la mise sur pied de cette solution. La population s'est inquiétée du bien-être de ces personnes. Spontanément, la population du quartier

s'est annoncée pour aider à améliorer les conditions d'existence de ces personnes. Les personnes du métier m'ont dit qu'ils n'ont pas trouvé ailleurs une telle générosité, je tiens à le souligner.

À partir de là, est-ce la tâche de la Ville de chercher des alternatives? Bien sûr que non et nous le disons dans notre réponse. D'ailleurs, il faut savoir que c'est une situation provisoire. Le Canton a cherché à loger ces personnes à la Montagne de Douanne. Nous regrettons que ça n'ait pas réussi, Monsieur Fischer. Non pas au détriment d'autres groupes, mais pour ceux que nous pensions qui souffraient de ce logement dans les abris de la protection civile. Lorsque l'on regarde les choses de plus près, on se rend compte, que les personnes concernées, qui auraient dû déménager à la Montagne de Douanne, ne le souhaitaient pas. Elles préféraient vivre aux Tilleuls ou au Wasen, plutôt que d'aller habiter à la Montagne de Douanne. Donc, nous aurions eu des problèmes de mise en œuvre de cette politique.

J'ai une bonne nouvelle: le nombre de requérants d'asile diminue et à la fin de ce mois, le centre d'accueil de l'abri de la protection civile du Wasen sera fermé. On parle de la fermeture de l'abri de la protection civile des Tilleuls dans les semaines qui suivent. C'était une situation d'urgence, elle se termine. La nouvelle, que je vous transmets maintenant, n'est pas encore connue de la Presse. Cette nouvelle devrait tranquilliser les auteurs de cette intervention.

Ammann Olivier, président du Conseil de ville: En conclusion, j'aimerais vous remercier de votre collaboration. Nous avons traité cet ordre du jour, plus souvent dans le désordre que dans l'ordre...

Je vous retrouve au mois d'octobre pour les séances suivantes.

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 20.05 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Olivier Ammann

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Carole Aeschlimann

Claire-Lise Kirchhof